

Le « braquage » de l'UNEDIC selon ses dirigeants

D'où vient le "braquage" de l'**UNEDIC** dénoncé à juste titre par ses dirigeants (voir article "la Tribune" du 4 juillet). Il vient de la présentation des comptes sociaux* APRES transferts et non AVANT transferts entre l'Etat et les autres administrations.

➡ ➡ L'Etat prélève en effet 8 Md€ par an directement sur l'**UNEDIC**, indépendamment de l'évolution et de l'indemnisation du chômage,

➡ 5 Md€ pour le financement de 70 % des coûts de fonctionnement de France Travail, établissement national de l'Etat du service de l'emploi, qui ne devrait pas coûter à l'indemnisation des chômeurs plus de 1 Md€ par an pour la distribution des allocations et qui devrait être financé pour le reste dans le budget de l'Etat comme pour ses autres opérateurs.

➡ 3 Md€ en réduisant chaque année depuis 2023 les compensations d'allègements de cotisations sociales par affectation de TVA, dues à l'Unedic : le régime continue à s'endetter car il finance par dette supplémentaire l'allègement des cotisations. Il est envisagé d'accroître ce chiffre pour 2027 à 4 Md€.

➡ ➡ Les régimes complémentaires de retraites des salariés (**Agirc-Arrco** et **Ircantec**) prélèvent aussi sur l'**UNEDIC** 4Md€ bruts soit 2,5 Md€ nets par an (après retenue partielle sur indemnités) pour financer les cotisations des périodes sans emploi : les ressources affectées à l'indemnisation du chômage financent en fait un besoin de financement des retraites de 4 Md€

De ce fait, la totalité de la dette de l'**UNEDIC** de 61 Md€ fin 2026, garantie par l'Etat, vient du cumul de ces prélèvements récurrents, hors même le coût direct de 12 Md€ du chômage partiel généré par le COVID 2020 à 2022 qui a été mis à la charge du régime. La "dette sociale" de l'**UNEDIC**, d'un coût plus élevé que celle de l'Etat, est en fait une dette de l'Etat et des retraites. Absurde.

Afin de faire une pression sur le niveau des indemnités, l'Etat la maintient à ce niveau et empêche l'indemnisation du chômage de jouer son rôle contracyclique.

C'est traiter le Parlement, les partenaires sociaux et l'opinion publique comme s'ils étaient irresponsables, en refusant de présenter une situation réelle combinée de l'assurance chômage "toutes administrations incluses", qui donnerait la vraie contribution du régime au déficit public d'ensemble. Même sujet que pour les retraites.

Retrouver le détail sur le site <https://lnkd.in/ef5NW4Ay> et sur <https://financespubliquessansfiltre.fr/a-propos/> : **les comptes de la sécurité sociale et le redressement des finances publiques**